

SOSLH66212

4245

(1939-40, 49)

Indemnité représentative du logement gratuit

Note du Service du Personnel

		20. 4.39		
(s)	C.D.	12.12.39	73	IX
(s)	C.A.	20.12.39	9	III
(s)	C.D.	26.12.39	37	VI
(s)	C.A.	17. 1.40	13	II bis
(s)	C.A.	14.12.49	20	VIII

Indemnité représentative du logement gratuit

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 14 décembre 1949

p. 20

QUESTION VIII - Réglementation des loyers des logements de la
S.N.C.F. et bases d'une politique des loyers.

Révision du régime des prix de logement

.....

M. REDON ne méconnaît pas l'importance des efforts faits par la S.N.C.F., mais il désire attirer l'attention du Conseil sur un point qui concerne les agents logés statutairement. Un certain nombre de ces derniers sont obligés de se loger à leurs frais; ils touchent bien, dans ce cas, une prime de logement, mais cette prime devient de plus en plus insuffisante à chaque nouvelle majoration des loyers. D'ailleurs la Direction Générale était d'accord, lorsque la question lui a été soumise, pour l'examiner à nouveau.

M. BOURREL répond qu'il va être procédé à cet examen.

du 17 janvier 1940

QU. IIbis - Compte rendu de la délégation de pouvoirs donnée par le C.A. dans sa séance du 1er septembre 1939

p. 13

M. LE PRESIDENT rappelle qu'il a été distribué aux membres du Conseil un compte rendu des affaires qui ont été réglées en vertu de la délégation de pouvoirs donnée par le Conseil dans sa séance du 1er septembre 1939, et dont il reprend l'énumération :

F - Rémunération du personnel

- a) Suite à la délégation du Conseil en date du 20 décembre 1939.

Le Conseil d'Ad., dans sa séance du 20 décembre 1939, a ouvert au Comité un crédit total d'environ 300 M. de francs par an, en vue de prendre des dispositions destinées à tenir compte, dans une certaine mesure, conformément aux suggestions adressées par M. le Ministre des Travaux Publics dans sa dépêche du 7 décembre 1939, du travail supplémentaire que fournissent actuellement les agents de la S.N.C.F.

Le Comité a pris en conséquence les mesures suivantes :

.....

II - LOGEMENT DU PERSONNEL

1°) L'indemnité attribuée aux agents logés statutairement mais qui ne bénéficient pas d'un logement en nature est actuellement égale à 10% de leur traitement fixe, de leur gratification normale et de la quotité normale de la prime de gérance, s'ils bénéficient d'une telle prime; elle sera déterminée désormais en

ajoutant à ces éléments de rémunération les allocations familiales, l'indemnité de résidence et l'indemnité de cherté de vie.

2°) Cette indemnité sera désormais toujours passible de retenues pour la retraite, alors qu'elle ne l'était pas pour les chefs de district du Service de la Voie auxquels elle est attribuée.

3°) Certains agents de direction sont astreints à occuper un logement assigné, fourni par la S.N.C.F. et paient pour ce logement un loyer fixé forfaitairement au 1/10° des éléments de la rémunération énumérés au 1°).

La liste des fonctions donnant lieu à cette astreinte sera unifiée dans l'ensemble de la S.N.C.F.

Ann. S. P.
Extra it de la séance du Comité de Direction
du 26 décembre 1939

QU. VI - Logement du personnel

(s) p. 37

M. GRIMPET. - Les mesures relatives au logement du personnel établissent-elles une symétrie en ce qui concerne le calcul, d'une part, de l'indemnité de logement attribuée aux agents non logés et, d'autre part, du loyer que doivent payer les agents astreints à occuper un loyer qui leur est assigné ?

M. LE GÉNÉRAL. - Oui, la valeur du logement représente, dans l'un et l'autre cas, 10 % du traitement, calculé sur les mêmes éléments de rémunération.

M. GRIMPET. - Jusqu'ici, cette symétrie n'existait pas.

M. LE GÉNÉRAL. - Le calcul ne portait pas sur les mêmes éléments de rémunération. Je compte, d'ailleurs, établir un régime transitoire qui permettra d'éviter une trop brusque augmentation pour les agents intéressés.

Extrait de la séance du Conseil d'Administration
du 20 décembre 1939

QU. III - Logement du personnel

(s) p. 9

M. LE BESNERAIS expose ainsi qu'il suit les propositions
soumises au Conseil par le Comité de Direction :

.....

2°) des améliorations de détails, réclamées depuis longtemps par le personnel, seraient apportées au régime du logement du personnel, notamment en ce qui concerne la prise en compte, dans le calcul de l'indemnité représentative de logement, en ce qui concerne les agents logés gratuitement mais qui ne bénéficient pas d'un logement en nature, des allocations familiales, de l'indemnité de cherté de vie et de l'indemnité de résidence;

M. LE PRESIDENT met aux voix les propositions arrêtées par le Comité de Direction, telles qu'elles ont été exposées par M. le Directeur Général. Elles sont adoptées à l'unanimité.

N O T E

Pour tenir compte, conformément aux suggestions de M. le Ministre des Travaux Publics, aux agents de la S.N.C.F. du surcroît extraordinaire de travail qu'ils ont à fournir actuellement, nous proposons de prendre les mesures ci-après.

- I - Attribution, à partir du 1^{er} janvier 1940 et jusqu'à nouvel ordre, aux agents commissionnés à service continu de moins de 55 ans d'une indemnité mensuelle exceptionnelle dite de rendement, non soumise à retenues pour la retraite, qui serait fixée forfaitairement à 5 % du traitement et de la gratification (partie liquidable) augmentés de l'indemnité de résidence.

La dépense supplémentaire qui en résulterait serait de 260 millions par an, sur laquelle l'Etat prélèvera 34 millions environ au titre des contributions nationales de 15 et 5 %.

- II - Par rapport aux taux en vigueur le 1^{er} janvier 1929, les indemnités de déplacement ont été majorées de 12,5 % le 1^{er} octobre 1937 et la majoration a été portée à 20 % le 1^{er} mai 1939. Cette majoration serait portée à 30 % à dater du 1^{er} janvier 1940 de façon à être mise en harmonie avec l'augmentation du coût de la vie constatée depuis 1929.

Les indemnités de matinée, de soirée et de nuit, qui sont actuellement de :

1^f,20, 2^f,00 et 3^f,50
seraient portées respectivement à :

1^f,50, 2^f,50 et 5^f,00
à partir de la même date.

La dépense supplémentaire résultant des augmentations ci-dessus serait d'environ 26 millions par an.

- III - Certaines améliorations de détail réclamées depuis longtemps par les organisations syndicales seraient apportées au régime de logement du personnel : la dépense supplémentaire qui en résulterait serait d'environ 2 millions par an.

.....

IV - Les prestations accordées par la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. seraient élargies en vue d'unifier les régimes actuellement en vigueur sur les diverses Régions.

La dépense supplémentaire serait de l'ordre de 7 millions par an.

Les dépenses supplémentaires annuelles qui résulteraient de l'ensemble des mesures envisagées s'élèveraient, au total, à environ 295 millions.

13/12/39

N O T E

Il a été suggéré de réduire la durée du travail des agents-femmes.

L'application de ces dispositions donne lieu aux observations suivantes:

a) Dans un grand nombre de services, les tableaux de service sont établis sans distinction entre les postes d'agents-femmes et les postes d'agents-hommes. Il arrive que des agents-hommes et des agents-femmes passent successivement, par suite de roulements, dans les mêmes postes. C'est ce qui arrive, par exemple, pour les agents chargés de la distribution des billets dans les gares: ou bien la femme ne fera strictement que son nombre d'heures de travail et il faudra la remplacer pendant une demi-heure ou une heure, ce qui compliquera le service, ou bien elle fera dans sa journée plus que son compte normal d'heures de travail et elle sera alors en droit, pour cette journée là, de réclamer le paiement des heures supplémentaires, ce sera encore une source de complications et de dépenses nouvelles.

b) Le remplacement des femmes dont la durée de travail sera diminuée présentera souvent de réelles difficultés.

Pour ces motifs, il serait préférable de maintenir le principe de l'identité des régimes de travail pour les hommes et les femmes - sauf à prévoir des dérogations, notamment pour celles qui ont des enfants en bas âge, lorsque le service ou les possibilités de recrutement le permettront.

L'indemnité de rendement de 5 % serait alors abaissée à 4 % pour les femmes faisant 57 heures, 2 % pour celles faisant 54 heures et supprimée pour celle faisant 51 heures.

Le Directeur Général
LE BESNERAIS.

12 décembre 1939

Question IX -

Logement du personnel

(s) p. 73

M. LE BESNERAIS

En premier lieu, nous proposons de prendre trois mesures relatives au logement du personnel, dont le détail est exposé dans une note qui a été distribuée, et dont le coût annuel serait de 2M. environ.

Le personnel tient beaucoup à ce que l'indemnité attribuée aux agents logés statutairement, mais qui ne bénéficient pas d'un logement en nature, et qui est actuellement égale à 10 % du traitement fixe, soit portée à 10 % de la rémunération globale, y compris la gratification normale, la prime de gérance, les allocations familiales, l'indemnité de résidence et l'indemnité de cherté de vie.

11 décembre 1939

Rapport au Comité de Direction

Nous avons été saisis, notamment par la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer, dès avant les hostilités, de plusieurs demandes concernant la rémunération du personnel qui nous avaient paru justifiées et que nous avons envisagé de régler à l'occasion de la discussion de l'annexe à la Convention Collective relative à cette rémunération.

Ces questions sont les suivantes :

I - Insuffisance de l'indemnité représentative de logement :

L'indemnité attribuée aux agents logés statutairement mais qui ne bénéficient pas d'un logement en nature est actuellement égale à 10% de leur traitement fixe, de leur gratification normale et de la quotité normale de la prime de gérance, s'ils bénéficient d'une telle prime; dans de nombreux cas, cette indemnité ne compense pas le montant du loyer que les intéressés sont amenés à payer; ces agents se trouvent donc du fait que l'on ne peut leur fournir le logement prévu par la Convention Collective, désavantagés vis-à-vis de leurs collègues effectivement logés.

Nous proposons, tout en maintenant à l'indemnité représentative de logement, le caractère forfaitaire qu'elle a toujours eue, de l'augmenter en la fixant au 1/10^e non seulement du traitement fixe, de la gratification normale et de la prime de gérance, mais également des allocations familiales, de l'indemnité de résidence et de l'indemnité de cherté de vie.

II - Logement gratuit des Chefs de District -

En 1937, les anciens Réseaux avaient été amenés à donner satisfaction à une revendication que les Chefs de District présentaient depuis l'établissement du Statut de 1920. Ils avaient décidé d'accorder à ceux qui étaient chargés d'une circonscription d'entretien de la voie le logement gratuit ou l'indemnité représentative en tenant lieu, mais

....

il avait paru inopportun de modifier, sur ce point, le statut du personnel et il en est résulté que la valeur représentative du logement n'est pas, pour les Chefs de District, soumise à retenues pour la retraite.

Nous proposons de faire disparaître cette anomalie.

III - Unification des règles relatives au logement des agents de direction non logés gratuitement.

Sur certaines Régions, les agents de direction (Contrôleurs Sous-Inspecteurs, Inspecteurs et Inspecteurs Divisionnaires du Service de l'Exploitation chargés d'une circonscription de mouvement, Chefs de Section du Service de la Voie, Chefs d'arrondissement et leurs adjoints) sont astreints à occuper un logement assigné, fourni par la S.N.C.F. et paient pour ce logement un loyer fixé forfaitairement au 1/10^e des éléments de la rémunération comptant pour la retraite.

Nous proposons de généraliser ces errements en faisant toutefois porter la retenue du 1/10^e sur les éléments de rémunération définis au § I ci-dessus ; des mesures transitoires seront prises pour éviter une réduction de la rémunération des agents qui, actuellement, sont logés contre paiement d'un loyer égal au 1/10^e des seuls éléments de rémunération comptant pour la retraite.

Nous demandons au Comité de bien vouloir approuver les dispositions ci-dessus qui seraient mises en application à partir du 1^{er} janvier 1940, après en avoir entretenu la Fédération des Travailleurs des Chemins de fer ; la dépense totale qui en résultera sera d'environ 2 Millions par an.

Le Directeur Général :

LE BESNERAIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL
du
PERSONNEL.

Paris, le 20 Avril 1939.

N° 1137 A/39

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
M.M. les Directeurs des Services Centraux M, T, V.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y aura lieu, à l'avenir, d'appliquer les dispositions suivantes aux Attachés pourvus d'un emploi comportant normalement le logement gratuit.

Le logement (ou à défaut du logement en nature, l'indemnité représentative) est attribué aux Attachés tenant un poste comportant normalement le logement gratuit dans les cas où l'échelle normale de cet emploi est égale ou supérieure à celle sur laquelle est placé l'intéressé.

Dans les cas où l'échelle sur laquelle est placé l'Attaché est supérieure à celle qui correspond normalement à l'échelle de l'emploi occupé, l'intéressé n'a pas droit au logement gratuit.

Exemple : un Attaché de l'échelle 10 bénéficie du logement gratuit (ou de l'indemnité représentative) lorsqu'il tient un poste de Sous-Chef de gare de 1ère classe (échelle 10) ou de Sous-Chef de gare principal (échelle 12). Il n'en bénéficie pas, au contraire, s'il tient un poste de Sous-Chef de gare de 2ème classe (échelle 9).

Toutefois, par mesure bienveillante, le régime plus favorable dont certains Attachés bénéficient actuellement sera maintenu aux intéressés tant qu'ils occuperont le poste qui leur confère cet avantage.

Le Directeur du Service Central du Personnel,

R. BARTH.

NOTA. - Cette lettre doit avoir la même répartition qu'une Note Générale A de la Série Personnel.